PROCES-VERBAL DU CONSEIL GENERAL

Séance ordinaire tenue le 28 avril 2025 à 19h30

à l'auditorium du CIP

Présidente : Mme Valérie Piccand, Groupe Débat

Secrétaire du : Mme Lorrie Houlmann, vice-chancelière
procès-verbal

Invités : M. Cédric Berberat, responsable de l'Office des Ponts et chaussées, IIIe arrondissement d'ingénieur en chef, Service pour le Jura bernois
Mme Lucie Noirat, chancelière municipale
M. Julien Moeschler, co-directeur de l'Agence Giorgianni et Moeschler
M. Sébastien Rodriguez, chef de projet du bureau d'ingénieurs GVH SA

1. Appel

L'appel auquel procède M. Thierry Gagnebin, secrétaire, fait constater la présence de 32 conseillers généraux sur 37. La majorité absolue est fixée à 17.

Sont excusés :

M. Amaury Habegger, PLR
M. Elvis Lehmann, PLR
M. Pascal Mercier, PS
Mme Manila Monti Charmillot, Groupe Débat
M. Pierre-Alain Basso, Groupe Débat

2. Approbation de l'ordre du jour

La présidente donne connaissance de l'ordre du jour.

1. Appel
2. Approbation de l'ordre du jour
3. Procès-verbal de la séance ordinaire du 17 février 2025
4. Lancement d'une procédure participative relative à la revalorisation de la Grand-Rue et la zone Centre
5. Réponses aux interpellations

I. Décisions

6. Bureau du Conseil général, remplacement de M. Thierry Gagnebin, PS, secrétaire
7. Commission des finances, remplacement de M. Thierry Gagnebin, PS
8. Commission des finances, remplacement de Mme Deborah Kläy, UDC
9. Commission non permanente relative au Règlement concernant les commissions permanentes, remplacement de Mme Deborah Kläy, UDC
10. Règlement relatif aux bons de garde, révision
11. Motion de M. Vincent Vaucher, PS et M. Jean-Philippe Joubert, PS, intitulée « Introduction d'une taxe pour l'ouverture des routes communales récemment aménagées à Tramelan »
12. Motion de M. Christophe Vienat, PLR, M. Vincent Vaucher, PS, et M. Georges Juillard, UDC, intitulée « Pour une abolition de l'art. 431 al. 4 du RCC »
13. Postulat de l'ensemble des conseillères générales intitulé « Et pourquoi pas un premier « Forum des Femmes » à Tramelan ? »
14. Rapport 2024 de la commission de gestion

II. Projets en cours du Conseil municipal

15. Information sur la récolte des plastiques ménagers
16. Autres informations du Conseil municipal

III. Divers

17. Résolutions
18. Motions – postulats
19. Interpellations
20. Petites questions
21. Correspondance au Conseil général
22. Divers

Les membres du Conseil général acceptent l'ordre du jour à l'unanimité.

3. Procès-verbal de la séance ordinaire du 17 février 2025

Le procès-verbal de la séance ordinaire du 17 février 2025 est accepté à l'unanimité, avec remerciements à son autrice.

4. Lancement d'une procédure participative relative à la revalorisation de la Grand-Rue et la zone Centre

La présidente indique que les membres des commissions des Domaines publics, de l'Environnement, du Développement territorial et du Développement de la Cité ont été invités et pourront interagir s'ils le souhaitent.

La présidente cède la parole à M. Hervé Gullotti, maire, qui expose le projet de lancement d'une procédure participative relative à la revalorisation de la Grand-Rue et la zone Centre. Il donne les informations suivantes :

« Mesdames, Messieurs les membres du Conseil général, les membres des commissions, cher public et représentants des médias,

En partenariat avec l'Office des Ponts et chaussées du canton de Berne, nous allons vous présenter un projet ambitieux qui s'intitule : lancement d'une procédure participative relative à la revalorisation de la Grand-Rue et de la zone centre.

Ce projet, que nous portons avec conviction et responsabilité, s'inscrit pleinement dans notre vision communale à long terme, l'Agenda 2040, un cadre stratégique qui guide notre développement vers un avenir durable, solidaire et attractif.

La nécessité d'un assainissement de la route cantonale, entre la Rue de la Gare Pont de la Formation et la Rue de l'Industrie, représente bien plus qu'un simple chantier d'infrastructure. Grâce à la collaboration étroite avec l'Office des Ponts et Chaussées du canton de Berne, nous avons l'opportunité de repenser ensemble cet espace-clé de notre commune. »

Il diffuse ensuite une présentation qui est annexée au présent procès-verbal et en fait partie intégrante.

Slide 2

Nous allons vous présenter aujourd'hui comment nous prévoyons, commune de Tramelan et OPC, de mettre en place un processus de requalification avant-projet de réfection de la Grand-Rue à Tramelan, sur le tronçon qui mène du carrefour de la Rue de la Gare à celui Pont de la Formation au carrefour de la Rue de l'Industrie.

Qui sont nos partenaires, quels sont nos objectifs, quel est notre calendrier, et de quelle manière nous allons faire appel à l'ensemble des forces vives intéressées à participer à la construction de ce projet.

Slide 3

Les partenaires à l'heure actuelle du projet :

- La Municipalité de Tramelan
- L'Office des Ponts et Chaussées, Service pour le Jura bernois
- Le bureau GVH qui nous soutient dans l'établissement de cette étude préliminaire cet avant-projet
- L'Agence Giorgianni et Moeschler qui nous accompagne pour les questions de communication

Slide 4

Le projet correspond au périmètre actuel suivant, qui sera peut-être amené à se modifier en fonction des réflexions :

- Grand-Rue du carrefour de la Rue de la Gare à celui de Pont de la Formation à la Rue de l'Industrie
- Le périmètre communal situé entre le Champs de Foire, l'extrémité Sud de la Rue de la Printanière, la Rue Haute et l'Eglise réformée
- Côté Sud de la Grand-Rue : Place du 16-Mars et la Place du Marché

Nous ne voulons pas seulement refaire une route.

Nous voulons créer un cœur de village.

Un lieu de vie, de rencontre, d'échange, à l'image de la population de Tramelan : dynamique, diverse et tournée vers l'avenir.

Tramelan, localité longitudinale, a besoin d'un endroit où les habitantes et les habitants puissent se retrouver, qui se situe à proximité des commerces locaux et des principaux grands distributeurs, un endroit convivial qui s'affranchit de l'histoire qui marque encore vivement les esprits.

Ce centre pour lequel le Conseil municipal a défini un périmètre (entre la Place du 16-Mars et l'Eglise réformée, qui comprend la Place du 16-Mars et la Place du Marché) sera celui de toutes les Tramelotes et de tous les Tramelots.

Slide 5

Nous sommes conscients que ce projet va redessiner la géographie de cette partie de la localité.

Ce n'est pas une mince affaire car nous allons bousculer des habitudes, repenser la mobilité, donner un nouveau visage à ce secteur pour lequel de nombreuses études ont d'ores et déjà été consacrées.

Trois éléments motivent particulièrement l'action du Conseil municipal et l'OPC :

- La mobilité : aujourd'hui, ce terme est devenu incontournable en termes d'aménagement du territoire. Il s'agit de concilier les différents modes de déplacement de manière à ce que chacun d'entre eux trouve une place dans l'environnement de vie.

Je rappelle à ce titre que la commune de Tramelan a été tout récemment retenue dans le cadre du projet à soumission MOMODU 2.0, pour « Modèles de Mobilité Durable dans les communes et les régions ».

Cette initiative est soutenue financièrement par l'Office fédéral de l'Energie. Le projet s'articule autour de quatre axes principaux : (1) La promotion et développement des mobilités actives, avec un accent spécifique sur la mobilité cycliste et pour les personnes à mobilité réduite qui complèteront les efforts importants déjà en cours pour restaurer les traverses piétonnières, atout urbanistique spécifique à Tramelan ; (2) La réduction de la circulation motorisée, en particulier en rapport avec le trafic pendulaire liées aux entreprises industrielles sises dans la commune en soutenant ces entreprises dans la planification de leur mobilité ; (3) La création d'offres de mobilités partagées et alternatives aux véhicules individuels motorisés, des offres destinées aux habitants et visiteurs du village (4) Le soutien au développement local de l'électromobilité notamment auprès des propriétaires privés.

- La sécurité : ce secteur est confronté à un grand nombre d'usagers pour lesquels il faut réduire au maximum le risque de collision : trafic motorisé, trafic cycliste, transports publics, chemins piétonniers, traversées de route, places de stationnement, activités commerciales. C'est aussi un lieu de rencontre avec le marché du samedi matin, quelques bistrotts, restaurants et tea-room qui le jalonnent.
- Cadre de vie : c'est un endroit où l'on vit, où l'on travaille, où l'on passe sans s'arrêter, où l'on habite, où l'on se croise et où l'on discute. Un endroit qui doit devenir convivial et rassembleur.

Slide 6

Les principales motivations des autorités concernées sont affichées sur cette slide :

- Vieillesse des infrastructures de la route cantonale avec nécessité de réfection

La route cantonale doit répondre en effet aux nouvelles exigences légales.

- Attentes citoyennes

Depuis très longtemps maintenant, les Exécutifs qui se sont succédés ont rêvé d'un centre de la localité qui pourrait dynamiser la vie de celle-ci. Je rappelle ce Concours d'idées en 1999 organisé par l'OACOT dans le cadre du renforcement de l'attrait des centres régionaux auquel Tramelan, sous le slogan « Un cœur en mouvement » a participé. On souhaitait notamment à l'époque y créer des lieux de rencontre, mettre en valeur le savoir-faire industriel et artisanal, aménager des lieux d'activités culturelles et sociales.

Depuis lors il y a eu :

- Etude mobilité scolaire : réalisée par CITEC en 2019
- Une Etude préliminaire du trafic Grand-Rue - Pont - Combe-Aubert - Gare : réalisée par le bureau GVH en 2022
- Projet des Traverses : projet pilote à Tramelan sur la mise en valeur des Traverses (2023)
- Projet de zone 30km/h qui devrait se concrétiser en 2025 et 2026

Ces attentes battent déjà dans le cœur des Tramelotes et des Tramelots.

- Volonté politique de revitalisation du centre du village

Cette volonté de faire de ce secteur un poumon s'est ensuite poursuivi avec l'appui d'un promoteur privé au début des années 2000, en vain.

- Opportunités de synergies dans le financement des infrastructures cantonales et communales (mutualisation des coûts)

Le canton et la commune s'unissent dans leurs efforts de réduire au maximum l'impact financier de tout cela.

La commune profitera des travaux entrepris par le canton sur la route pour assainir ses canalisations et installer le chauffage à distance sur ce tronçon. Des montants sont prévus dans le plan d'investissement communal.

- Dans l'Agenda 2040

Nous nous sommes dotés en début de législature, en collaboration avec le Conseil général, de cet outil, exigeant, contraignant, qui déploie un certain nombre de mesures favorisant le vivre-ensemble. Ce projet s'inscrit dans cet état d'esprit qui vise à répondre au mieux aux besoins des groupes d'intérêts qui gravitent autour, des nécessités environnementales qui sont devenues aujourd'hui des priorités, des enjeux démocratiques construits sur l'échange de vue, les activités collectives, le souci de la solidarité et du bien-être de toutes et tous.

Slide 7

La démarche que nous lançons aujourd'hui est participative par essence. Elle repose sur l'écoute, le dialogue, la co-construction. Elle visera à recueillir vos attentes, vos idées, vos préoccupations et vos rêves pour ce futur centre de Tramelan.

Ce processus sera accompagné, structuré, transparent. Il s'appuiera sur des ateliers et des outils accessibles à toutes et tous.

Pour le moment, nous avons défini que deux types d'ateliers participatifs seront organisés : un restreint et un large.

Le restreint sera composé d'un représentant-e de la commission d'environnement, de la commission du développement territorial, de la commission du développement de la cité, de la commission de l'instruction publique, de ProMoTion, des restaurateurs et des CJ.

Le cercle large sera ouvert aux autres milieux à consulter : les riverains (propriétaires et locataires), les utilisateurs de la route, les citoyens sensibles à la mobilité douce, les agriculteurs, la société de chauffage à distance (CAD) – Réseau en extension, les investisseurs potentiels pour un hôtel, les soins à domicile, les surfaces commerciales, et les feux bleus et les offices cantonaux concernés tels que le service des monuments historiques, la ligue du patrimoine, l'inspection des routes.

Nous organiserons également une rencontre spécifique aux commerçants et artisans locaux qui ont un intérêt particulier dans ce projet.

Slide 8

Les objectifs cantonaux. Vous pouvez en prendre connaissance sur le slide. M. Berberat de l'Office des Ponts et Chaussées se tient à disposition si vous voulez davantage de précisions.

Slide 9

Les objectifs communaux ont été évoqués. Ils sont résumés en quelques phrases sur la présentation.

Slide 10

Les buts du projet sont également définis en résumé sur cette slide.

Slide 11

En finalité, le résultat des réflexions devra aboutir sur différents diagnostics à la fois techniques mais aussi d'usage pratique dans la cadre d'une concertation qui se veut ciblée avec des ateliers participatifs. Nous rendrons public l'avancement de ce projet y compris au Conseil général mais aussi aux différents ateliers organisés. Tout ceci débouchera sur un rapport qui se terminera en fin d'année.

Slide 12

Le projet est ambitieux. Son calendrier est décrit sur cette slide.

L'objectif commun entre l'OPC et la Municipalité est de terminer l'étude de faisabilité et d'avant-projet fin 2025, de lancer l'avant-projet et les procédures d'autorisation urbanistiques éventuellement nécessaires en 2026 et réaliser les travaux entre 2027 et 2029.

Nous sommes conscients qu'il y a de grands enjeux auxquels nous sommes sensibles :

- Il y a une réalité d'aujourd'hui avec laquelle nous allons devoir composer ;
- Il y a de nombreux acteurs qui entrent en ligne de compte que nous allons prendre avec nous dans ce projet
- Des calendriers qui seront peut-être différents du nôtre dont nous allons devoir tenir compte.

Mais nous sommes confiants sur le fait que de réaliser ce centre de la localité est une nécessité absolue et nous sommes prêts à attendre à entendre toutes les revendications avec bienveillance.

Slide 13

En résumé, les socles qui constituent notre projet, une feuille de route claire, une adhésion large, une base solide avant l'avant-projet et une dynamique de dialogue et de confiance entre les autorités et la population.

Slide 14

Questions – réponses

La présidente remercie M. Hervé Gullotti, maire, pour son exposé.

La discussion est ouverte.

M. Vital Gerber, Groupe Débat, remercie pour la présentation et estime réjouissant que le Conseil municipal mette la priorité sur un projet comme celui-là. Il suppose qu'il existe beaucoup de choses intéressantes qui ont déjà été faites ou sont en cours de réalisation au-delà de Tramelan. Est-ce qu'il a été prévu de s'inspirer d'autres modèles qui pourraient être pertinents pour notre cité ?

Il enchaine avec l'aspect participatif. Pour que la population soit intéressée à s'impliquer, il faut aussi qu'elle ait l'impression que ses propositions soient prises en compte. Selon quels critères les éléments seront-ils retenus dans le processus participatif ?

M. Hervé Gullotti, maire, répond que le comité tiendra compte de ce qui a déjà été réfléchi à Tramelan, il y a déjà beaucoup de sources d'inspiration. Il relève que l'atelier large permettra aux citoyennes et citoyens qui ont d'autres exemples à proposer de le faire. De plus, si les membres des commissions ont eu des inspirations en lien avec des projets qu'ils connaissent déjà, ces ateliers permettront aussi de restituer les éléments principaux de ces projets. Quant à la population, c'est une question à laquelle il est difficile de répondre à ce stade. Chaque proposition sera pesée en fonction de différents critères.

M. François Roquier, Groupe Débat, relève qu'il y aura des intérêts contraires, par exemple entre les usagers de la voiture et de la mobilité douce, les commerçants, etc. Comment le comité va-t-il arbitrer les différents pôles d'intérêts qui pourraient être contradictoires et selon quels critères ?

M. Hervé Gullotti, maire, admet que c'est un projet qui sera soumis à de nombreuses contradictions. Il faudra trouver beaucoup de chemins. Les enjeux sont grands dans ce projet. En premier, il faut attendre de récolter les informations, et attendre la réalisation des ateliers participatifs pour savoir comment mettre tous ces intérêts d'accord les uns avec les autres. Il précise que cela sera difficile. Par contre, les personnes qui ont l'habitude de travailler sur ce genre de problématique sont aussi invitées à participer à ces ateliers. L'objectif est de trouver un consensus général. On attend de récolter les différents besoins et les attentes de la population pour pouvoir établir une synthèse et proposer une solution.

Mme Joëlle Gairaud, Groupe Débat, demande comment vont être menés les ateliers participatifs. Comment cela sera-t-il construit et dirigé ?

M. Hervé Gullotti, maire, répond que ce soir il s'agit d'une séance d'information sur le lancement de projet. Le fondement et la manière dont sera géré le projet, n'a pas encore de réponse. Le projet se construira au fur et à mesure.

M. Cédric Berberat de l'OPC précise que différentes thématiques seront traitées dans le cadre des ateliers participatifs, dont le stationnement, la mobilité piétonne, vélo, etc. On travaillera par petits groupes qui vont aborder les thématiques citées pour exposer leur vision. Toutes les propositions seront alors recensées. Les mandataires et participants aux cercles restreint et large pourront alors cibler et préciser les attentes de chaque thématique pour ensuite les prioriser selon des coefficients. Le principe général est de traiter des thématiques et ensuite de donner des facteurs de priorisation.

M. Cyrille Müller, membre de la commission des Domaines publics, relève la problématique du trafic pendulaire. Il ne voit pas d'axe de délestage possible pour ces usagers de la route. En raison des horaires irréguliers, et du chômage partiel, cela lui semble difficile de transférer ces utilisateurs sur les transports publics. Quelle solution apporter à ceci ? A-t-on une idée du nombre de véhicules qui empruntent les routes tramelotes ?

M. Cédric Berberat des Ponts et Chaussées informe que ce sont 8'500 véhicules qui traversent la localité de Tramelan par semaine. Le trafic de transit fera partie des réflexions à mener et c'est aussi pour ça que des ateliers participatifs seront organisés, car il y aura peut-être des solutions qui seront amenées.

M. Hervé Gullotti, maire, ajoute qu'en parallèle à ce projet, la commune de Tramelan travaille avec le Parc Chasseral. Des discussions avec les grandes entreprises locales ainsi que d'autres communes touchées par le trafic pendulaire, Sonceboz, Villeret et

Saint-Imier, ont récemment eu lieu à Sonceboz. Les communes jurassiennes et la communauté de communes du Plateau de Maïche sont aussi confrontées à la problématique de gestion du trafic pendulaire et sont en contact avec les communes. Le groupe travaille à trouver des solutions. Des rencontres sont fixées, d'ailleurs la prochaine aurait lieu mi-mai avec les communes françaises afin de trouver avec les Parcs des solutions qui pourraient convenir aux besoins des entreprises et des populations des communes touchées par le trafic motorisé pendulaire.

Mme Nathalie Mercier, Groupe Débat, demande si tout le comité de ProMoTion participe au cercle restreint ou s'agit-il de tous les commerçants, ou d'une délégation de l'association ?

M. Hervé Gullotti, maire, répond qu'il s'agira d'un représentant de ProMoTion.

Mme Saralina Thiévent, de la commission du Développement de la Cité, propose d'indiquer qui seront les participants au cercle restreint. Elle-même en fera partie.

M. Hervé Gullotti, maire, informe qu'il y aura un représentant des commissions des Domaines publics, de l'Environnement, du Développement territorial et du Développement de la Cité, ainsi qu'un représentant de ProMoTion, des Chemins de Fer du Jura et un restaurateur. Ce groupe restreint accompagnera le Conseil municipal et l'Office des Ponts et Chaussées dans les réflexions.

5. Réponses aux interpellations

Mme Manila Monti Charmillot et Mme Nathalie Mercier, Groupe Débat (Location de jardins)

Réponse de M. Hervé Gullotti, Maire : « Le Conseil municipal est prêt à collaborer à la demande des interpellatrices. Il proposera sur son site internet un onglet à cet effet, tout comme celui de l'immobilier, existant. Le Conseil municipal alimentera ce volet du site en mettant cet espace à disposition de qui voudra en profiter, mais il ne fera aucune autre tâche administrative y afférent. L'Exécutif proposera cette prestation sur son nouveau site internet qui devrait être réalisé à fin 2025 ou en 2026. »

Les interpellatrices se déclarent « satisfaites » de la réponse.

M. Jean-Philippe Joubert, PS (Mandat à la Commission de gestion pour l'étude des dépassements de crédits d'investissement pour les travaux communaux en 2024)

Réponse du bureau du Conseil général : « Le bureau du Conseil général a pris note de l'interpellation de Monsieur Jean-Philippe Joubert (PS) déposée en date du 17.02.2025 lors du Conseil Général. Étant donné que le Conseil municipal n'est pas compétent pour proposer des thèmes à aborder par la Commission de gestion, le bureau du Conseil Général a pris les devants en s'adressant directement à la commission de gestion par le biais de son président, M. Sébastien Wyss. Celui-ci va informer les membres de la commission de gestion et ce thème sera proposé pour l'année 2025. Dans un premier temps, la commission de gestion se mettra en relation avec la COFI et l'administrateur des finances communales.

L'interpellateur se déclare « satisfait » de la réponse.

I. DECISIONS

6. Bureau du Conseil général, remplacement de M. Thierry Gagnebin, PS, secrétaire

L'entrée en matière n'est pas contestée.

Se référant à la proposition présentée par le Parti socialiste, le Conseil général nomme à l'unanimité M. Marc Froidevaux, PS, en qualité de secrétaire du bureau du Conseil général avec effet au 1^{er} mai 2025, en remplacement de M. Thierry Gagnebin, PS, démissionnaire au 30 avril 2025.

La présidente souhaite beaucoup de plaisir à M. Froidevaux au sein de ce bureau.

7. Commission des finances, remplacement de M. Thierry Gagnebin, PS

L'entrée en matière n'est pas contestée.

Se référant à la proposition présentée par le Parti Socialiste, le Conseil général nomme à l'unanimité M. Sylvain Riard, PS, en qualité de membre de la commission citée en titre avec effet au 1^{er} mai 2025, en remplacement de M. Thierry Gagnebin, démissionnaire au 30 avril 2025.

La présidente souhaite beaucoup de plaisir à M. Sylvain Riard, au sein de cette commission.

8. Commission des finances, remplacement de Mme Deborah Kläy, UDC

L'entrée en matière n'est pas contestée.

Se référant à la proposition présentée par le Parti UDC, le Conseil général nomme à l'unanimité M. Jean-Charles Juillard, UDC, en qualité de membre de la commission citée en titre avec effet immédiat, en remplacement de Mme Deborah Kläy, démissionnaire.

La présidente souhaite beaucoup de plaisir à M. Juillard au sein de cette commission.

9. Commission non permanente relative au Règlement concernant les commissions permanentes, remplacement de Mme Deborah Kläy, UDC

L'entrée en matière n'est pas contestée.

Se référant à la proposition présentée par le Parti UDC, le Conseil général nomme à l'unanimité M. Richard Juillard, UDC, en qualité de membre de la commission citée en titre avec effet immédiat, en remplacement de Mme Deborah Kläy, démissionnaire.

La présidente souhaite beaucoup de satisfaction à M. Richard Juillard au sein de cette commission.

10. Règlement relatif aux bons de garde, révision

L'entrée en matière n'étant pas contestée, le président cède la parole au Conseil municipal qui ne souhaite pas s'exprimer.

La présidente donne la parole aux rapporteurs de groupe qui s'expriment tous en faveur de la modification proposée.

La discussion n'étant pas demandée, la présidente soumet la modification au vote en bloc.

À l'unanimité, le Conseil général accepte la révision du Règlement relatif aux bons de garde sous réserve du référendum facultatif.

L'entrée en vigueur est prévue au 1^{er} juin 2025.

11. Motion de M. Vincent Vaucher, PS et M. Jean-Philippe Joubert, PS, intitulée « Introduction d'une taxe pour l'ouverture des routes communales récemment aménagées à Tramelan »

L'entrée en matière n'étant pas contestée, M. Hervé Gullotti, maire, déclare :

« La pratique existe déjà. Une facture est adressée à l'ensemble des mandants à raison de CHF 40.- au mètre carré. Une fois la remise en état de la route effectuée, la facture est transmise directement au mandant. Nous admettons que ces interventions tardives engendrent des nuisances pour les citoyens. Cependant, il n'y a pas de coûts additionnels pour la commune puisque la taxe de dépréciation existe déjà. Ces rentrées d'argent sont comptabilisées dans le compte 6150.4240.01. En ce qui concerne les entreprises de services de télécommunication, il n'est pas possible d'appliquer le même principe selon l'article 35 de la loi sur les télécommunications. Un montant forfaitaire de CHF 100.- est prélevé indépendamment des mètres carrés. Nous admettons qu'un travail de communication supplémentaire devrait être établi afin de renforcer la coordination, selon l'échéancier des travaux publics, avec les entreprises concernées pour éviter ces réouvertures tardives de routes. Puisqu'un prélèvement de taxe existe déjà sans qu'il y ait de base légale formelle, il est proposé de modifier le Règlement communal sur les émoluments comme suit :

Art. xxx Fouilles

- ¹ Une taxe fixe de CHF 1'500.- sera perçue pour chaque autorisation de creusage dans le domaine public communal ou la voie publique, couvrant les frais de surveillance et les frais administratifs
- ² Une taxe fixe de CHF 400.- par m2 de fouille sera perçue pour la dépréciation de la chaussée occasionnée par les travaux.
- ³ Dans tous les cas, il est toisé un mètre carré au minimum.
- ⁴ La dépréciation des marques de signalisation ou des installations nécessaires à la signalisation est facturée selon la tarification communale et cantonale en vigueur.

Concernant ce dernier, un projet de modification dudit règlement sera présenté pour la séance de juin 2025, avec entrée en vigueur au 1^{er} août 2025. Des vérifications seront faites dans l'intervalle quant à la légalité des montants.

Par conséquent, le Conseil municipal recommande d'accepter la motion. »

La présidente donne la parole aux motionnaires qui ne souhaitent pas prendre la parole.

La présidente donne la parole aux rapporteurs de groupe qui préavisent tous favorablement l'adoption de la motion.

La présidente ouvre la discussion.

M. Quentin Landry, UDC, est favorable à la motion mais constate que dans la réponse du Conseil municipal les routes ne sont pas mentionnées à l'inverse des fouilles. Il relève qu'il y a des propriétaires de maisons qui ont des conduites privées qui passent sous les routes communales sur plusieurs dizaines de mètres et qui pourraient occasionner des coûts très importants pour ceux qui aimeraient refaire leur canalisation vieillissante sur des routes qui n'ont pas été prévues de refaire. Est-ce qu'il y a un point qui sera amené pour les routes récemment aménagées ?

M. Hervé Gullotti, maire, indique que ce n'est pas précisé. Il relève que ce point devra être traité lorsque le projet de modification du Règlement communal sur les émoluments sera présenté au Conseil général.

Au vote, la motion est adoptée à l'unanimité.

12. Motion de M. Christophe Vienat, PLR, M. Vincent Vaucher, PS, et M. Georges Juillard, UDC, intitulée « Pour une abolition de l'art. 431 al. 4 du RCC »

L'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente donne la parole au Conseil municipal.

M. Christophe Gagnebin, CM, rend tout de même attentif au fait que si le Conseil municipal est favorable à la modification proposée dans cette motion, il est aussi conscient que ça peut donner lieu à des conflits de voisinage. Le Conseil municipal a souvent été large en termes d'octroi de dérogations du moment qu'il s'agissait de transformations ou d'aménagements de bâtiments existants. N'en demeure pas moins qu'il y a parfois eu des oppositions. D'une part pour un aspect esthétique et d'autre part sur le bruit : même si en termes de décibels, les pompes à chaleur remplissent les conditions exigées, un bruit continu peut parfois être gênant. Le Conseil municipal souhaite continuer d'être attentif, c'est la raison pour laquelle il propose d'approuver cette motion sous forme de postulat. Ainsi, nous gardons une certaine flexibilité entre l'abrogation radicale et éventuellement le maintien d'une disposition qui permettrait parfois de trouver des compromis. Dans tous les cas, une motion serait trop contraignante par rapport aux démarches liées à la révision du PAL, car les dispositions du RCC ont été approuvées il y a moins de 15 ans et qu'en vertu du principe des stabilités des plans, on ne pourrait pas modifier cet article du RCC. Il est donc préférable de l'intégrer à la 3ème phase de révision du plan d'aménagement local qui est actuellement en cours.

La présidente donne la parole aux motionnaires qui ne souhaitent pas prendre la parole.

La présidente donne la parole aux rapporteurs de groupe.

Par leur rapporteur, le PLR et l'UDC préavisent favorablement la transformation de la motion en postulat. Le PS est favorable au maintien de la motion. Quant au Groupe Débat il laisse la liberté de vote.

La présidente ouvre la discussion.

M. Christophe Vienat, PLR, remercie le Conseil municipal pour sa réponse. Il demande quand la 3ème révision du plan d'aménagement local sera terminée ?

M. Christophe Gagnebin, CM, ne peut donner une réponse claire et précise. Cette 3ème phase est actuellement en examen préalable auprès de l'OACOT. Le dossier sera retourné à la commune avec des modifications qu'il faudra prendre en compte. La modification de l'art. 431 al. 4 du RCC sera ensuite intégrée au dossier. La phase d'approbation définitive ira à l'OACOT avant sa présentation au Conseil général. La procédure est longue mais elle le serait tout autant pour une modification du RCC. L'OACOT préconiserait sans doute le même procédé tel que présenté.

M. Vincent Vaucher, PS, dépose une motion d'ordre à 20h26.

À l'issue de l'interruption de séance, à 20h39, la présidente donne la parole à M. Vincent Vaucher, PS.

M. Vaucher annonce que le Parti socialiste accepte la transformation de la motion en postulat.

La présidente ouvre la discussion qui n'est plus demandée.

La présidente passe au vote l'objet.

A la majorité, le Conseil général accepte la transformation de la motion en postulat.

13. Postulat de l'ensemble des conseillères générales intitulé « Et pourquoi pas un premier « Forum des Femmes » à Tramelan ? »

L'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente donne la parole au Conseil municipal.

M. Hervé Gullotti, maire, déclare : « Le Conseil municipal salue l'initiative des motionnaires, conscient que la place de la femme en politique est loin d'être satisfaisante et que la parité n'est pas encore de mise. Il soutient l'initiative, tout comme il soutiendrait toute mobilisation de la société civile en ce sens. Par contre, le Conseil municipal ne souhaite pas s'engager dans la démarche au-delà d'organiser une première séance, fournir la logistique (salle) et couvrir quelques frais financiers, à déterminer, pour lancer le projet. Le Conseil municipal ne souhaite pas que l'administration ou lui soient mis en porte-à-faux avec ce que le projet de forum pourrait engendrer.

Il recommande au Conseil général d'accepter le postulat. »

La présidente donne la parole aux motionnaires qui ne souhaitent pas s'exprimer.

La présidente donne la parole aux rapporteurs de groupe qui préavisent tous favorablement l'adoption de la motion.

La présidente ouvre la discussion.

Mme Nathalie Mercier, Groupe Débat, remercie le Conseil municipal pour sa réponse. Elle s'interroge sur la signification de la phrase « Le Conseil municipal ne souhaite pas que l'administration ou lui soient mis en porte-à-faux avec ce que le projet de forum pourrait engendrer. » Elle demande une explication.

M. Hervé Gullotti, maire, répond qu'il pourrait y avoir des prises de positions politiques qui n'autoriseraient pas le Conseil municipal à entrer en matière sur la politique du forum.

La présidente passe au vote l'objet.

Au vote, à l'unanimité des membres du Conseil général, le postulat est accepté.

14. Rapport 2024 de la commission de gestion

L'entrée en matière n'étant pas contestée, la présidente donne la parole à M. Sébastien Wyss, PLR, président de la commission de gestion. Ce dernier indique qu'un complément d'information a été apporté au point Valforêt. La dernière version du rapport a donc été distribuée aux membres du Conseil général ce soir (dont une copie est jointe au présent procès-verbal et en fait partie intégrante).

Les membres de la Commission de gestion restent à disposition pour toutes questions.

La présidente donne la parole aux rapporteurs de groupe qui préavisent tous favorablement l'acceptation du rapport de la commission de gestion.

La présidente ouvre la discussion.

La parole n'étant pas demandée, la présidente soumet le rapport 2024 de la commission de gestion au vote du Conseil général qui l'approuve à l'unanimité.

II. Projets en cours du Conseil municipal

15. Information sur la récolte des plastiques ménagers

La présidente cède la parole à Mme Deborah Kläy qui diffuse une présentation qui est annexée au présent procès-verbal dont elle en fait partie intégrante.

16. Informations du Conseil municipal

La présidente donne la parole au Conseil municipal.

Mme Karine Voumard, CM, donne lecture de l'information suivante : « La commission des affaires sociales et générations souhaite vous tenir informés de l'état d'avancement concernant les futurs nouveaux locaux de la Maison de l'enfance.

Le chantier progresse conformément au calendrier avec une ouverture prévue de la crèche le mardi 12 août. La remise des clefs et l'état des lieux seront réalisés le jeudi 7 août. Quant au déménagement et aménagement des salles, ils sont programmés les 12 juillet, 9 août et 11 août.

Suite à une campagne de communication étendue, le nombre d'inscriptions pour la rentrée d'août est de 60% des places disponibles. Nous avons déjà envisagé cette situation principalement en raison de la conjoncture économique dans la région. La majorité des nouvelles inscriptions est prévue surtout pour le mois de janvier 2026, ce qui nous laisse augurer d'un avenir favorable pour nous.

Nous continuons à mener une large campagne de communication au travers des partenaires médicaux et sociaux.

À ce stade nous restons prudents, le groupe de travail n'a pas publié d'offre d'emploi, les augmentations des employés existants ne se feront qu'en fonction du nombre d'inscrits. Nous vous serions reconnaissants de diffuser l'information qu'il y a encore des places disponibles à la Maison de l'enfance, auprès de votre entourage et de vos contacts. »

M. Mathieu Chaignat, CM, annonce qu'afin de couvrir des coûts supplémentaires liés aux travaux de la Grand-Rue, le Conseil municipal a octroyé un crédit supplémentaire de CHF 155'400.- TTC. Ce montant est réparti de la manière suivante :

- CHF 120'000. – sur le compte 8711.5034.19
- CHF 17'700 – sur le compte 7101.5031.10
- CHF 17'700 – sur le compte 7201.5032.13

En cours de chantier, nous avons découvert un câble électrique moyenne tension à environ 30 cm de la surface de la route et qui aurait dû se trouver au minimum à 80 cm de profondeur. De plus, les travaux liés aux autres réseaux ont causé des dommages aux tubes en béton dans lequel se trouvait le câble. Ces tubes ont dû être changés. Une information en ce sens avait été communiquée au Conseil municipal au moment de l'apparition du problème.

Aujourd'hui le montant de ces corrections est connu et s'élève à environ CHF 100'000.-. À cela s'ajoutent les taxes de renchérissement et les différents impondérables liés à ce genre de travaux.

Le crédit supplémentaire est de la compétence du Conseil municipal. Toutefois, le Conseil général doit en être informé. Ce qui est fait à l'instant.

M. Christophe Gagnebin, CM, informe que le samedi 10 mai 2025 est prévue l'inauguration officielle de la traverse du Droit. Il ajoute que le premier week-end de juin

aura lieu la Kermesse de la Marnière et qu'à cette occasion une information sur les travaux réalisés sera donnée.

M. André Ducommun, CM, explique que suite à trois oppositions pour l'abattage des peupliers de la piscine, le secteur autour des arbres sera totalement fermé au public pour une question de sécurité.

M. Mathieu Chaignat, CM, invite les membres du Conseil général à se rendre au marché le samedi matin 17 mai, car le service de l'eau potable tiendra un stand et présentera ses activités. Une dégustation d'eau, sous forme de concours sera organisée.

III. Divers

17. Résolutions

La présidente constate qu'aucune résolution n'a été déposée.

18. Motions – postulats

La présidente ne constate le dépôt d'aucune motion et d'aucun postulat.

19. Interpellations

La présidente constate qu'aucune interpellation n'a été déposée.

20. Petites questions

La présidente cède la parole aux conseillères générales et aux conseillers généraux en rappelant que le temps imparti pour poser des petites questions est limité à trente minutes.

Mme Joëlle Gairaud, Groupe Débat, demande où en est le projet de concours d'idée « Pont 21 ». Le projet « Maison du peuple » imaginé par M. Dorian Bühler et M. Loïc Chatelain avait remporté le prix en proposant une brasserie et des espaces associatifs. Quelle suite a été donnée à ce beau projet ?

M. André Ducommun, CM, répond que le projet suit son cours. Le hangar des pompiers est toujours en place. Un nouvel emplacement n'a pas encore pu être déterminé. Une première présentation de futur hangar et d'un lieu sera fait lundi 12 mai aux commissions concernées. Une fois la réalisation d'un nouveau lieu en route, le projet pourra se mettre en place.

Mme Isabelle Evalet, PLR, indique qu'il y a régulièrement des camping-cars qui stationnent sur la place du télésiège et se servent à la buvette du télésiège, car il n'y a ni eau, ni électricité à cet emplacement.

Mme Deborah Kläy, CM, relève que c'est un problème connu. Ce n'est pas l'objectif de la commune de les diriger au télésiège, il s'agit d'une aire sauvage. La commune travaille sur la création d'une zone spécifique à l'accueil des camping-cars.

M. Hervé Gullotti, maire, rajoute en complément que le plan d'aménagement local ne permet pas le stationnement de camping-cars dans ce secteur-là. Il n'aurait jamais dû être autorisé au départ.

M. Thierry Gagnebin PS, a constaté que le chemin des Gretions a été refait ou réaménagé mais s'arrête en plein champ. Il demande s'il est possible d'aller au bout de ce chemin pour une promenade sympathique.

Mme Deborah Kläy, CM, en prend bonne note.

M. Christophe Vienat, PLR, demande une précision sur la zone interdite d'accès à la piscine. Est-ce que les pataugeoires seront toujours accessibles ?

M. André Ducommun, CM, répond qu'il s'agit de la zone sous les arbres, comme l'année passée, elle sera sécurisée afin d'éviter tout accident.

M. Georges Juillard, UDC, s'inquiète de l'affichage des avis mortuaires qui restent parfois 10 jours dans la vitrine après l'enterrement. Ce n'est pas respectueux pour les familles en deuil.

M. Hervé Gullotti, maire, estime que c'est sans doute une erreur mais que cette remarque sera communiquée au service concerné.

21. Correspondance au Conseil général

Le bureau n'a reçu aucune correspondance.

22. Divers

M. Ismaël Favre, PS, remercie pour les travaux effectués au Chemin de la Ciblerie.

La présidente annonce que le bureau du Conseil général a décidé de déplacer le traditionnel souper du Conseil général du mois de juin au mois de septembre.

La présidente lève la séance à 20h54.

Au nom du Conseil général

La Présidente : La Secrétaire du procès-verbal :

Valérie Piccand

Lorrie Houlmann